Sommet global de Marrakech 2003

Une stratégie intégrée pour la promotion du rôle de la femm

Suite de la page 1

L'accent a été également mis sur la lutte contre la violence et l'implication des médias. L'ensemble des recommandations qui ont été ensuite énumérées ont trait à l'accès au financement, à la création d'environnement favorable à l'émancipation de la femme.

Toutes les intervenantes ont été unanimes sur l'intérêt de cette table ronde ministérielle qui leur a permis de développer une vision commune, de tracer des objectifs et d'examiner les meilleurs moyens de les réaliser.

Auparavant, en séance plénière les participantes ont eu droit à des exposés de grande valeur, placés sous le thème *« renforcement du rôle économique de la femme »*.

Mme Zoulikha Nasri, Conseillère de Sa Majesté le Roi Mohammed VI a brossé un tableau, chiffres et exemples à l'appui, de la situation de la femme au Maroc depuis l'Indépendance. Son intervention a ensuite porté sur le parcours de la femme pour le développement, en général et dans les pays du sud en particulier avec tous les acquis, mais aussi toutes les entraves. Mme Nasri a également abordé dans son intervention, l'intérêt du sommet. Que peut-il apporter ? S'est-elle interrogée.

Une démarche partenariale qui réunit des femmes du monde entier entre acteurs associatifs, économiques et décideurs politiques et une contribution à la pensée universelle sont en substance les deux grandes réponses génériques. Mme Nasri n'a pas manqué non plus de souligner l'engagement et le rôle important de plaidoyer et de débat des associations, citant au passage la place de l'AFEM (Association des Femmes Entrepreneurs Marocaines) dans le tissu associatif. Pour conclure, l'intervenante a dressé une liste de préalables à la promotion de la femme : éducation, planification familiale, organisation du travail, modification du code de la famille et mesures pour la participation politique de la femme. Mme Lindiwe Hendricks, vice ministre sud-africaine du Commerce et de l'Industrie, et l'Américaine Patricia Harrisson, secrétaire d'Etat adjointe aux Affaires culturelles et à l'Education ont pris la parole pour mettre l'accent sur le rôle de l'éducation dans le progrès.

Un deuxième panel allait se pencher sur les opportunités d'affaires au Maroc et dans la région.

A cette occasion, M. Talbi Rachid El Alami, ministre de l'Industrie, du Commerce et des Télécommunications, a axé son intervention sur les différents atouts du Maroc qui favorisent l'investissement et l'entreprenariat. Il a cité entre autres le cadre politique et institutionnel stable, la situation géographique et les accords de libre-échange. Il n'a pas omis de souligner le rôle de l'élément humain : *« Si le monde a pu évoluer et atteindre son niveau de développement actuel*, a-t-il déclaré, *ce n'est pas seulement parce qu'il y a eu des opportunités d'investissement de tel ou tel pays ou dans tel ou tel secteur, mais c'est surtout parce qu'il s'est toujours trouvé des femmes et des hommes qui ont pris l'initiative et qui ont su entreprendre, créer et innover en dehors des sentiers battus »*.

Invitée à intervenir sur le profil social et économique des femmes dans la région, Mme Yasmina Baddou, Secrétaire d'Etat chargé de la Famille, de l'Action sociale et de la Solidarité a structuré sa contribution autour de deux points : la situation des femmes au Maroc et les différents acquis et les stratégies de promotion de la femme au Maroc et les perspectives d'avenir. Après avoir rappelé que la question féminine était au cœur des préoccupations de Sa Majesté le Roi, Mme Baddou a, dans une première partie, fait un état des lieux général et a donné quelques indications sur l'entrée des femmes sur le marché du travail, sur le domaine de l'éducation et sur les stratégies de promotion socio-économique des femmes. *« Relever les défis futurs dans le domaine de la promotion de la femme*, a-t-elle précisé, *fait partie des objectifs de la déclaration gouvernementale. Le programme du gouvernement s'appuie sur la création d'un cadre institutionnel propice au développement à travers la bonne gouvernance et la valorisation*